Aktuell = A noter

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **8 (2001)**

Heft 1

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AKTUELL
A NOTER

L'HISTOIRE SOCIALE EN QUESTION

Le texte qui suit est le compte-rendu d'une réunion de deux jours, à l'Université de Lausanne, de la Commission internationale d'histoire sociale. Cette dernière va poursuivre ses travaux en vue de la préparation du prochain Congrès mondial des historiens à Sydney. Toute personne intéressée peut prendre contact avec le Prof. Hans Ulrich Jost, à l'Université de Lausanne.

TABLE RONDE

Avertissement: ce résumé ou synthèse de la table ronde ne reprend pas le déroulement chronologique exact du débat, et les noms des personnes qui se sont exprimées ne sont pas mentionnés.

PARTICIPANT/ES

Francis Démier (Université de Paris IX), *Sébastien Guex* (Université de Lausanne), *Hans Ulrich Jost* (Université de Lausanne), *Giovanni Levi* (Université de Venise), *Marcel van der Linden* (Institut international d'histoire sociale, Amsterdam), *Knut Kjeldstadli* (Université d'Oslo), *Bo Strath* (Institut universitaire européen, Florence), *Brigitte Studer* (Université de Berne).

«CRISE» DE L'HISTOIRE SOCIALE?

La première partie de la table ronde a été consacrée à la dite «crise» de l'histoire sociale; elle s'est ouverte sur des analyses différenciées, tout en relevant certaines problématiques communes. En effet, si les des participant/es se sont rejoints dans leur majorité pour constater un affaiblissement, voire une dégradation de la situation de l'histoire sociale (HS) dans le cadre de l'historiographie générale, les interprétations du phénomène ont quelque peu divergé. En revanche, sur la genèse et l'itinéraire de l'HS, ainsi que sur l'évolution des difficultés rencontrées actuellement par cette approche, les propos ont montré qu'il existait un certain consensus.

Résumons donc les traits essentiels de ce parcours. Portant sur le concept de

société propre au 19e siècle, les premières démarches de l'HS moderne se manifestent au moment où apparaît, vers la fin du 19e siècle, la «question sociale» propre aux pays industrialisés. Avec l'évolution de l'Etat au 20e siècle et le développement de la statistique et de la sociologie, l'HS centre son intérêt sur les structures de la société et les conditions de vie de la population; elle souligne l'importance du social dans l'Etat moderne, une perspective qui converge, après la Deuxième Guerre mondiale, avec le concept de *welfare state* et l'économie politique keynésienne. Au cours des années 1960, cette optique gagne un nombre croissant d'adeptes, notamment parmi les jeunes historien/nes, et devient parfois un concept de combat à l'encontre de l'historiographie traditionnelle. L'âge d'or de l'HS commence à pâlir dans les années 1980, lorsque différentes approches scientifiques (*gender history, linguistic turn,* anthropologie) mettent en cause sa validité cognitive et critiquent ses connotations idéologiques «marxisantes». Mais de fait, cette première dévalorisation de l'HS converge avec un tournant politique à droite durant cette même décennie. Finalement, la renaissance de l'ancienne histoire culturelle sous la formule du «regard culturaliste», ainsi que la redéfinition du paradigme politique libéral et capitaliste après la chute du mur de Berlin engendrent un paysage historiographique dans lequel l'HS perd sa place, absorbée par une histoire culturelle qui met l'analyse des «représentations» au premier plan. De manière générale, on pourrait ainsi avancer l'hypothèse qu'un nouveau paradigme historiographique, récupérant la triade de Jacob Burckhardt «pouvoir, travail, culture», tente d'évacuer le social du devant de l'histoire. Dans ce sens, il s'agirait d'une contre-proposition au concept de Braudel, qui affirme dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* (t. 2, p. 407): «La tâche [de l'historien], en vérité, n'est pas seulement de retrouver ‹l'homme›, formule dont on a abusé, mais de reconnaître des groupes sociaux engagés les uns vis-à-vis des autres.»

Ce topo historique a suscité nombre de commentaires. En partant de l'idée que l'HS a véhiculé, à son apogée, de nombreux concepts marxisants ou une pensée structuraliste très mécaniste, on pourrait par exemple expliquer son recul actuel comme une sorte de retour aux sources, doublé d'une épuration salvatrice de l'engagement «militant». C'est cependant une interprétation fort différente qui a suscité l'intérêt de la majorité des participant/es: la crise de l'HS serait l'expression d'une crise politique profonde, caractérisée par le démantèlement de l'espace social au profit de l'esprit du capitalisme post-industriel. Dans la même perspective, ce serait dès lors l'ensemble des sciences historiques qui auraient changé d'optique, en ne produisant plus de champs sociaux repérables et cohérents. Ou, dit en termes plus prosaïques, l'historiographie actuelle se serait désengagée de l'espace public et du politique,

laissant la construction du sens à l'économie de marché et au discours économiciste propre au néo-libéralisme, voire à l'anthropologie ou au «regard culturel». Il s'agit peut-être, a-t-on ajouté, d'un des résultat substantiels d'une campagne politique qui tente d'imposer un «nouvel ordre» en propageant la formule de «la fin de l'histoire». Ces propos, interprétés de différentes manières, ont débouché sur une mise en évidence de la convergence existant entre déclin de l'HS et crise politique (dans le sens où le politique tend de plus en plus à évacuer le concept de société). Pour autant que l'on accepte cette interprétation, force serait alors d'admettre que d'éventuels problèmes théoriques internes à l'HS ne joueraient pas un rôle déterminant dans ses difficultés à se maintenir comme place forte à l'intérieur des sciences humaines et sociales. Par ailleurs, il faudrait aussi se poser la question de savoir si l'historiographie de manière générale, aujourd'hui éclatée en une multitude d'approches et de spécialisations, n'est pas en train de traverser elle-même une crise méthodologique profonde. Dans ce sens, celle de l'HS ne serait qu'une conséquence logique de cette évolution.

C'est en maintenant l'optique du rôle primordial joué par les transformations du contexte politique, que la question du statut de l'HS dans l'enseignement universitaire a été soulevée. Les étudiant/es, toujours plus nombreux, seraient soumis à la pression d'une concurrence professionnelle accrue et hésiteraient à orienter leur cursus en fonction d'une approche qui n'a pas la cote sur le marché du travail. Ainsi, l'HS serait prise en tenaille entre un regard culturaliste plus «moderne» et le dogme économiste dominant. Ce qui expliquerait qu'elle a perdu une grande partie de son attractivité au sein de la formation universitaire. Privée de sa fonction de phare, elle ne pourrait plus assumer un rôle socialement intégrateur.

Si le constat d'une «crise» de l'HS semblait dominer l'analyse, il est néanmoins apparu des arguments pertinents qui ont fortement relativisé ce bilan. Premièrement, il existe toujours un nombre considérable de recherches historiques qui privilégient les approches propres à l'HS. En dépit de l'affaiblissement de son rôle dans la définition des paradigmes fondamentaux, l'HS occuperait, aujourd'hui encore, un vaste champ de l'historiographie. Deuxièmement, et cette observation est particulièrement intéressante, le présumé déclin de l'HS relèverait d'une aire géographiquement limitée. En effet, dans des régions comme l'Afrique du Nord, l'Iran, les Indes, les pays asiatiques, l'Amérique du Sud et même l'Amérique du Nord, l'HS jouit d'un prestige important, et les nombreux travaux élaborés en la matière en font l'un des piliers de l'historiographie.

LES DEFICITS DE L'HISTOIRE SOCIALE

Même si les problèmes actuels de l'HS seraient à chercher en premier lieu dans le contexte idéologique et politique de la société capitaliste post-industrielle, on ne saurait nier que ses méthodes ou approches au cours des décennies passées ont favorisé certaines impasses. A ce propos, les discussions ont mis en évidence quelques déficits méthodologiques sensibles et des lacunes thématiques importantes. Le concept de société aurait été utilisé de manière trop rigide, trop homogène ou ahistorique. Avec pour conséquence que l'HS n'a pas adapté cette notion aux réalités des différentes situations historiques, géographiques ou culturelles. Il faudrait donc mieux tenir compte, par exemple, des tensions entre structures denses et structures «faibles», de l'interaction différenciée entre discours politique et production symbolique et de l'importance des processus linguistiques dans la formation des systèmes relationnels. Un autre défi notable relèverait de l'utilisation de concepts tels que *gender*, classe ou ethnie. Dans ces cas, nous nous trouverions face à une situation d'indétermination. Car en dépit de réalités complexes et interdépendantes, chacun de ces outils, élaboré pour une exploration univoque, se prête difficilement à l'étude d'interactions sociales multiples et différenciées. En bref, pour le dire en d'autres termes, ils sont difficiles à combiner les uns avec les autres.

Si la nécessité d'introduire de nouvelles thématiques semblait faire l'unanimité, les concepts appropriés aux nouvelles démarches font encore défaut. Comment, par exemple, passer de la notion de lutte de classes à une analyse portant sur celles de contraintes/résistances? Comment, autre proposition, construire un contexte analytique du social à travers une histoire de l'écologie ou, autrement dit, comment se présenterait une HS de l'écologie? Finalement, il a été relevé que nombre d'approches spécifiques, encore peu développées, par exemple la formation et le rôle des solidarités, mériteraient une nouvelle conceptualisation. D'autre part, de nombreuses thématiques traditionnelles, par exemple les relations entre Etat et société, ou encore entre structures et actions, exigeraient un profond réexamen.

CONCLUSIONS ET DEMARCHES FUTURES

Un premier consensus a été établi autour de l'idée que la notion de société, en tant que concept capable d'orienter les différentes approches de l'HS, doit être maintenue, voire renforcée. Afin que cette notion puisse jouer ce rôle de référence primordiale, il s'avère indispensable d'ouvrir un débat épistémologique qui examine, entre autres, les valeurs centrales d'une HS renouvelée (par exemple au moyen de notions telles que: solidarité, action sociale, exclusion, cohésion sociale, travail/non-travail, équité/égalité, etc.). Le point de départ d'un tel travail pourrait s'envisager à partir d'une analyse pertinente sur le

passage de l'ère du capitalisme industriel au capitalisme post-industriel. En d'autres termes, il s'agirait de comprendre l'impact de la réorientation idéologique provoquée par la présence d'un marché omnipuissant, globalisant et supplantant progressivement les formes non marchandes de relations sociales. Mises à part les faiblesses évoquées ci-dessus, l'HS souffrirait également, tout comme l'historiographie en général, d'un individualisme méthodologique excessif. Celui-ci aurait contribué à aggraver les difficultés de l'HS, notamment dans le sens où il aurait mis en échec ses capacités à discuter et à mettre en évidence les axes dominants de l'histoire du passé et du présent (pour ne pas parler du futur). Ce défi justifierait à lui seul une réorganisation plus cohérente et plus pertinente des méthodes et des approches propres à l'HS.

La critique des défaillances de l'HS traditionnelle a suscité un certain nombre de propositions, visant à explorer et à définir de nouveaux objets de recherche. Il s'agit surtout d'interrogations spécifiques sur des moments ou des lieux sociaux «sensibles». Nous les énumérons ci-dessous sans autres commentaires: comment et dans quelles conditions se constituent et se développent des solidarités?; les *border regions?* Les zones de contacts intensifs d'acteurs séparés? Les lieux d'inclusion/exclusion *(in-between)?* L'organisation des diasporas? Quelles sont les modalités qui régissent les interdépendances entre contraintes et résistances? Entre transgressions symboliques et actions sociales ou politiques? Toutes ces questions devraient faire l'objet d'études systématiques. Mais il a été également souligné que cette richesse d'ouverture comportait aussi le risque de provoquer un éclatement méthodologique ou conceptuel – ce qui venait justement d'être critiqué comme une défaillance majeure de l'HS actuelle.

Toutefois, un certain nombre de conclusions communes ont clairement mené à quelques priorités, voire ont même débouché sur un appel à l'engagement personnel de l'historien. Au centre se trouve la nécessité d'une nouvelle conceptualisation de la notion de «société», avec pour but de maintenir celle-ci au cœur du questionnement de l'historiographie actuelle. Dans ce sens, l'examen des structures sociales, des hiérarchies et des vecteurs dynamiques n'a certainement pas perdu sa pertinence. Ce qui n'empêche nullement de prendre davantage en considération les représentations et les productions symboliques, mais sans en faire pour autant les éléments clés et uniques du fonctionnement social.

COMMISSION INTERNATIONALE D'HISTOIRE SOCIALE CIHS

Séance du samedi, 18 novembre 2000

Participants: *Francis Démier, Hans Ulrich Jost, Knut Kjeldstadli, Giovanni Levi, Bo Strath*

Le petit comité réuni le samedi matin a repris en grande partie les principaux arguments discutés la veille en plénum. Le but principal des travaux futurs sera donc le maintien et le développement de l'HS en tant que lieu fort de l'historiographie. Dans cette perspective, il s'avère indispensable de procéder à une sérieuse autocritique. Car pour lancer un véritable travail de réflexion et de reconstruction, il convient de repenser les valeurs fondamentales *(core values)* de l'HS. Il ne s'agit pas, cependant, d'élaborer un système dogmatique, mais bien d'examiner le statut de ces valeurs en fonction des transformations actuelles de la société. Toutes ces démarches (analyse historique, autocritique, évaluation normative de l'HS) doivent être entreprises dans le but de reformuler le concept de société, afin qu'il intègre les processus de changement actuellement à l'œuvre. Cette démarche devrait déboucher sur un *heuristic framework,* à partir duquel la recherche en HS pourrait redémarrer. Finalement, il a été mentionné que la volonté commune de maintenir l'HS au centre de l'historiographie exigeait non seulement la mise en œuvre d'un processus intellectuel, mais également un engagement concret de l'historien dans la société.

Restait encore à interpréter ces résolutions, projets et réflexions sur un niveau plus concret et opérationnel. Dans cette optique, le groupe propose un éventail d'approches pouvant servir à l'élaboration d'un premier cadre heuristique *(heurisitic framework).* Il s'agit d'amorcer une série d'études et de recherches organisées autour de concepts thématiques spécifiques, articulés sous formes d'analogies opposées ou de notions couplées. A cet égard, différentes thématiques ont été énumérées, reprises ici sans logique particulière: valeurs/transgressions; pouvoirs/sociétés; capitalisme industriel/capitalisme post-industriel; inclusions/marginalisations; réseaux/classes; solidarités/conflits; configurations (stratifications sociales)/mobilités; équilibre/crise; équité/égalité; travail/non-travail; travail/consommation; contraintes/résistances.

Toutes les propositions n'ont malheureusement pas pu être discutées de manière conséquente. Notamment l'appel impératif à revisiter la notion de société reste flou et équivoque. Or, pour mener à bien la poursuite de nos objectifs, il paraît nécessaire d'effectuer des choix, afin d'étudier, de manière fine et approfondie, l'un ou l'autre de ces concepts ou thématiques. Seules de telles études nous permettront d'avancer des lignes directrices intelligibles pour la redéfinition du concept de société.

POURSUITE MOMENTANNEE DES TRAVAUX

A partir du réseau actuellement existant, des groupes de travail devraient se constituer et explorer concrètement l'une ou l'autre des propositions énumérées ci-dessus.

Un site Internet, installé à Lausanne, servira de relais pour la diffusion des informations.

Il est demandé qu'une orientation sur ce programme et ses objectifs soit diffusée dans les revues d'histoire accessibles ou ouvertes aux membres du réseau.

Une prochaine rencontre pourrait avoir lieu les 24 et 25 mai 2001 à Florence.